

royaliste

culture
et impérialisme
(pages 6 et 7)

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

économie-social
dégripper
la machine

DU 14 OCTOBRE AU 27 OCTOBRE 1982 - 12ème année - N° 367 - 6 F

M 2242 - 367 - 6 F



vers l'insécurité sociale

La remise en ordre de la Sécurité Sociale, annoncée par le gouvernement, ne pouvait que soulever les tollés syndicaux et catégoriels. Pourtant les causes profondes du déficit subsistent.

Bien sûr, on ne peut que se féliciter de certaines mesures qui moralisent la protection sociale. Les masses considérables d'argent en jeu et la complexité du système ont depuis longtemps engendré des effets pervers. Ainsi du remboursement des dépenses hospitalières, reposant sur un système de tarification à l'unité pour chaque service rendu poussant les établissements à conserver le plus longtemps possible les malades, et qui sera désormais remplacé par une enveloppe globale annuelle qui devrait permettre plus de rigueur dans la gestion. Dans le même esprit, la taxation de la publicité pharmaceutique et le freinage des hausses de certains médicaments rappellent heureusement qu'il ne s'agit pas de produits ordinaires soumis à la seule loi du marché.

Plus globalement, la cohérence avec les objectifs gouvernementaux l'a emporté sur le désir de ne pas heurter de front les syndicats. Certes, l'alignement des dépenses sociales sur les hausses salariales et de prix se traduira par une baisse de la consommation mais pouvait-on faire autrement en pleine lutte contre l'inflation ? De plus on peut s'interroger sur le bien fondé de la boulimie médicale que connaît la France depuis 10 ans, souvent sans rapport avec les besoins réels de soins. La remise en ordre financière prend donc l'allure d'une purge sociale bénéfique et les organisations syndicales sont bien inconséquentes lorsqu'elles défendent un système de protection hypertrophié.

Reste qu'il s'agit d'un replâtrage, plus ambitieux que les précédents réaménagements, mais replâtrage tout de même. Conçu d'abord pour rétablir les grands équilibres du court terme, le plan Beregovoy ignore les causes chroniques du déficit que sont l'emploi et la situation démographique. L'emploi, puisque tout le système de protection sociale français repose sur l'effort des salariés et des entreprises qui tend à fondre sous l'effet du chômage. Si la lutte pour l'emploi, par le biais de la restructuration industrielle reste

une œuvre de longue haleine, on peut s'étonner qu'à l'occasion de cette toilette de la Sécurité Sociale, cette préoccupation n'ait pas été introduite, en particulier par une révision du mode actuel de contribution des entreprises qui pénalise toujours les secteurs à fort taux de main d'œuvre.

Du moins la détérioration de la situation de l'emploi fait partie

des grandes inquiétudes du gouvernement. Ce qui n'est pas le cas du déséquilibre démographique dont les socialistes semblent s'accommoder aussi bien que leurs prédécesseurs giscardiens. A preuve cette contribution supplémentaire imposée aux pré-retraités (et peut être demain aux retraités) qui montre que l'on constate le vieillissement de la population, qu'on le prend en compte dans le calcul de l'équilibre financier mais sans agir quant au fond. De plus, le fait que l'effort en faveur des familles soit traité avec la même vigueur que les autres dépenses sociales, nous amène à penser que l'effet de l'actuel redressement sera sans doute nul sur le long terme.

O.M.

l'épiscopat français appelle à la solidarité

Que les évêques de France décident de publier une déclaration sur la situation économique et sociale, et on peut être sûr que toute une catégorie de citoyens leur dénierait le droit à la parole.

Parmi eux des chrétiens, surtout des chrétiens. «Collusion avec le pouvoir socialiste». L'accusation a déjà été brandie. Pourtant l'épiscopat manifeste un souci de la nation et de ses intérêts qui devrait le défendre aux yeux des gens honnêtes de toute compromission politicienne. Au surplus, on ne voit pas pourquoi ils parleraient un autre langage que celui de la justice et de la solidarité s'il est aussi celui du gouvernement.

Ce texte court (6 pages) est réellement important parce qu'il est courageux, n'accordant de complaisance à aucune catégorie sociale, et donnant de la crise une définition au delà des doctrines et des analyses en cours, ce qui lui donne une bonne chance d'être juste. «Les pays riches ne parviennent pas à juguler leur inflation, à relancer la croissance, à maîtriser le chômage. Nous constatons que les remèdes contrastés de gouvernements aux conceptions diverses se révèlent trop peu efficaces. Partout, le chômage s'accroît. Pourtant, cette situation préoccupante s'avère sans commune mesure avec le sort de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans les pays du tiers monde.»

C'est une belle audace de vouloir en remonter ainsi à tant de sages et de savants. Mais si c'était l'effet d'une lucidité supérieure ? S'il y a une crise, disent-ils, c'est que les nations, les groupes et les individus n'assument pas leurs obligations morales et se réfugient dans leurs égoïsmes. La crise est d'abord la révélation de formidables dénis de justice qui frappent les structures de l'économie mondiale de ces fameux déséquilibres vainement dénoncés par ailleurs. Est-ce vraiment si mal vu ?

Pour donner leur réponse dans le cadre national, les évêques se retournent d'abord vers les chrétiens pour leur rappeler leurs obligations par rapport à la communauté nationale. Leur langage est sans détour. Et comme dans l'Evangile il est souvent dur à entendre. Mais il est vain d'appeler indistinctement à l'effort, en pensant que ce sont les autres qui trinqueraient. Entende qui a des oreilles ! En définitive, nous disent les évêques, seule une société de partage permettra de sortir de nos difficultés. A-t-on vraiment l'habitude d'entendre des choses aussi pertinentes ?

Michel DOHIS

inéga

Qui l'eût cru ? La patrie des Lumières et des Droits de l'Homme renferme une société des plus inégalitaires. La politique de la gauche provoque la réaction de corporatismes inavoués, au moment où un livre révélant les privilèges oubliés connaît un vif succès.

La France des lambris (1) ne reçoit en son sein qu'au delà de 40.000 F mensuels. Il ne suffit pas cependant de vivre sur cette somme pour en être. Encore faut-il s'enorgueillir de protections sociales, situations de monopole et autres avantages non monétaires qui isolent des tensions économiques et estampillent en définitive l'appartenance à la caste des fortunés. Même si Julio Iglesias récalme un cachet de 280.000 F par gala ou Alain Delon 500 millions de centimes par film, une étoile de la chanson ou du cinéma risque à tout moment de sombrer dans l'oubli, d'autant que la compétition est féroce. Par ce fait, on ne peut l'assimiler à la Haute Privilégiature, ainsi qu'un chef d'entreprise, occupant un secteur en perdition, affrontant les aléas économiques, risquant le dépôt de bilan, ne sera pas compris parmi les privilégiés, même si ses revenus dépassent 13.000 F par mois, seuil défini par Pierre Mauroy pour qualifier la richesse (2). Mais il existe un patronat qui échappe aux lois du marché, bafoue impunément les principes du libéralisme en bâtissant des monopoles à l'abri de toute concurrence; des secteurs essentiels du capitalisme dégénèrent en quelque sorte en collectivisme privé pour fonder d'impressionnantes privilégiatures. Avant les nationalisations, qui ont remédié à cette injustice flagrante, les P.D.G. des grandes firmes gagnaient en moyenne 2 millions l'an. L'un d'eux empochait jusqu'à 10 millions, soit un revenu 257 fois supérieur à celui d'un smicard ! Les nouveaux dirigeants nommés par le gouvernement verront leur rémunération légèrement réduite, pour que l'on n'oublie pas que la gauche est au pouvoir : un traitement qui oscillera entre 400.000 et 800.000 F ! On ne sait pas encore si les P.D.G. des grandes banques nationalisées, qui perçoivent annuellement 700.000 F à 1 million, se verront infliger un sort identique.

lités et privilèges

Mais il y a plus injuste encore, dans la France des privilèges : les travailleurs indépendants favorisés par un *numerus clausus* et la vénalité de leur charge qui cloisonnent les professions. Ou : comment prospérer grassement sans l'aiguillon du risque. Il n'est pas juste qu'un notaire reçoive autant qu'un chef d'entreprise (50.000 F mensuels); il est scandaleux que certaines études parisiennes rapportent plus de 100.000 F par mois. Il s'agit là d'un enrichissement sans commune mesure avec le service rendu. En situation semblable on trouve les commissaires-priseurs (plus de 200.000 F par an) et les syndics (1,2 à 2,2 millions pour les cinq premiers de France).

Chez les salariés, les risques qu'encourent les pilotes d'essai chez Dassault peuvent à la rigueur justifier leurs 162.500 F par mois, mais rien n'autorise les hauts salaires de la B.N.P., de la Société Générale, ou du Crédit Lyonnais d'atteindre 53.000 F mensuels, alors que l'emploi est assuré, que le travail n'occasionne ni fatigue accablante, ni responsabilité écrasante.

AU «SERVICE» DE L'ÉTAT

Pour les fonctionnaires, la logique inégalitaire possède ses règles propres, souvent compréhensibles au seul initié. D'abord les avantages non monétaires notoires : sécurité de l'emploi, temps libre, promotions assurées, statuts généreux, etc. Mais les privilèges se répartissent surtout dans l'attribution de primes. «Le déperisse-



■ tout juste le S.M.I.C.

ment des primes des agents de l'Etat n'est pas pour demain. L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas encore changé grand chose à la mécanique inégalitaire de la distribution discrète des rémunérations annexes.» (4) Ainsi l'ingénieur des Mines double son salaire grâce à ce système. A Paris,

après deux ans de carrière, le traitement de base d'un ingénieur des Ponts-et-Chaussées est assuré à 70% par l'apport des primes. Leurs origines sont aussi diverses qu'étranges : «on trouve des primes de rendement, de travail de nuit, d'examen de fin d'année, de salissure, de chaussures, des indemnités d'inspection, de tournée, sans compter les primes folkloriques et les très mystérieuses «enveloppes» que touchent les hauts gradés dans certains ministères» explique de Closets. Une source d'injustices comparable à celle qui emporta l'Ancien Régime : telle la monarchie versant aux nobles versaillais des pensions faramineuses pour se les concilier, l'Etat-patron arrose copieusement de subsides la haute administration, afin de prévenir la fuite des compétences vers le secteur privé. Alors que le service de l'Etat exigerait un désintéressement minimum, certaines fonctions organisent le pillage des caisses publiques : en tête les trésoriers-payeurs-général (500.000 à 600.000 F par an), les conservateurs des hypothèques (40.000 à 50.000 F par mois) et les receveurs des douanes (50.000 F).

Le tiers secteur, d'inspiration socialiste, n'est pas non plus épargné par le chancre inégalitaire; les dirigeants de certaines grosses coopératives agricoles perçoivent des émoluments de capitaines d'industrie.

Le manuel du parfait privilégié repose sur cette maxime principale : faire la synthèse des systèmes occidental et soviétique, c'est-à-dire bénéficier de la protection de l'Etat tout en glanant les bienfaits du libéralisme.

Si la société française supporte une minorité de privilégiés que nous venons d'évoquer, elle accueille également un grand nombre de classes et professions avantageées, qui sans être fortunées ne connaissent pas de grandes difficultés d'existence. Non pas des «nantis», comme les décrivait avec morgue Raymond Barre, mais des situations certainement confortables, plus enviables encore en temps de crise, parmi lesquelles on compte les employés de Caisses d'Epargne ou les agents d'EDF-GDF. Le «social-corporatisme» dénoncé par Pierre Rosanvallon fonctionne impitoyablement dans ces catégories où la force prime le droit. En 1980, le conflit des balayeurs du métro, qui travaillaient de nuit pour 2.350 F par

mois et étaient exploités par des sociétés privées, ne sera soutenu par les travailleurs C.G.T. et C.F.D.T. de la R.A.T.P. qu'au terme de la troisième semaine de grève. Et encore, ce beau geste se limitera-t-il à des arrêts irréguliers de travail sur une seule journée. Au sein même de la R.A.T.P., les inégalités se perpétuent au service du plus puissant : la Régie accorde les meilleurs salaires aux conducteurs de métro (5.625 F en 1980), parce qu'il possèdent un outil de travail redoutable en cas de grève. Alors que les conducteurs d'autobus, au métier aussi, sinon plus, pénible, mais avec une capacité de pression infiniment moins efficace, se contentent d'un revenu moindre.

LES OUBLIÉS

En fin de compte, la France pauvre est la grande oubliée de la nation. Ceux qui ne gagnent que la moitié du revenu moyen composent pourtant 14,8% de la population, 7.890.000 personnes, alors qu'ils ne sont que 4 à 6% dans la plupart des pays industrialisés. Ce n'est pas uniquement la fortune anonyme et vagabonde qui asservit les pauvres. Les grandes firmes I.B.M.-France ou Kodak assurent à leurs ouvriers une condition sociale convenable en comparaison de nombreuses petites entreprises textiles, bien de chez-nous, enracinées au terrain, gérées médiocrement par un patronat héréditaire : stricte discipline, cadences infernales, précarité de l'emploi, formation professionnelle inexistante, avantages sociaux nuls, faible syndicalisation. En 1975, dans l'habillement, secteur le plus socialement démuné, le salaire s'élevait à 16.000 F l'an, avec de maigres primes représentant 4 à 8% de la masse salariale. L'ouvrière du textile, l'employé de banque et le notaire, trois personnages de la réalité quotidienne, qui échappent à la mauvaise mythologie des «petits» contre les «gros» et n'en apparaissent que plus vrais; comparaison dérisoire, rapprochement insoutenable tellement il dévoile la logique cachée d'une société inégalitaire.

Inégalités, privilèges et corporatismes s'entre-mêlent tacitement en un nœud gordien qu'il serait périlleux de vouloir débrouiller. Un semblable nœud n'est vaincu que s'il est tranché. Les années à venir diront si le pouvoir politique en aura le courage et la volonté.

E.M.

François de Closets - *Toujours plus-Grasset*. Prix franco : 72 F.

(1) «Les Nouvelles littéraires» du 25/2/82., Dossier : «La France des privilèges».

(2) «Le Point», 28/7/82.

(3) «Libération», 24/9/82.



■ un P.D.G. d'une banque nationalisée : 1 million par an

terrorisme : les mauvais réflexes

Dès l'hydre du terrorisme revenue au premier plan de l'actualité, les polémiques reprennent de plus belle sur et contre la légitimité du droit d'asile.

Les pourfendeurs de chienlit agitent le spectre du chaos au moindre pétard, les gazettes barbotent dans le sang des victimes et, de tous côtés, s'entendent les crécelles qui exigent unanimement le renforcement de la traque policière, le resserrement du joug informatique. Des policiers jouent du pistolet pour une peccadille qui se transforme en drame : une jeune fille tuée pour un barrage

l'inefficacité de la violence d'Etat, qui ne fait que nourrir et accroître la violence individuelle. Les terroristes d'hier et d'aujourd'hui ne

■ Ces réfugiés verront-ils bientôt disparaître leur droit de manifester pour les droits de l'homme ?

SAUVEZ MES PARENTS
S.V.P!
XIN HÃY CỨU CHA ME
& GIA ĐÌNH CHÁU

forcé. Et Gaston Defferre s'empresse de couvrir ses flics avant toute intervention de la Justice. Honneur de la police, quoi qu'il en coûte, comme au bon vieux temps pas révolu où Ponia classait prestissimo le meurtre de son ami de Broglie. Le personnel politique change, les réflexes de l'Intérieur restent.

La raison incline pourtant, chiffres à l'appui, à la modération : la terreur organisée frappe moins qu'aux époques héroïques de Ravachol et de Bonnot, où les poseurs de bombes attiraient de plus l'estime de la population... L'histoire montre également

cessent de souhaiter un pouvoir autoritaire qui légitimerait leur combat et leur rallierait l'opinion publique. L'éternelle remise en cause du droit d'asile participe de cette idéologie de l'Ordre et de la Sécurité qui gangrène une part des esprits socialistes. Comment d'ailleurs ne pas remarquer que les régimes de gauche, sociaux-démocrates ou communistes totalitaires, ne badinent guère avec les hors-la-loi ? Gaston Defferre a sans doute pris modèle chez ses pairs allemands qui ont érigé le fichage en formalité, la délation en divertissement et la ségrégation politique en système. Le minis-

tre de l'Intérieur n'ignore pourtant pas que le terrorisme international demeure pratiquement insaisissable, parce que pratiqué par des commandos de professionnels qui franchissent, papiers en régie, la frontière pour quelques heures seulement, le temps de semer la mort et de se replier. La première prévention possible serait de localiser les demi-soldes qui fournissent armes et refuges aux tueurs, et de détruire ces bases logistiques. Il existe également des moyens de politique étrangère qui ont fait leur preuve pour endiguer ce terrorisme.

Mais pourquoi donc l'arrestation d'Oreste Scalzone, muni d'un permis de séjour et vivant depuis un an en France ? Quelle logique furieuse a pressé l'Elysée d'envoyer une soldatesque se couvrir de ridicule dans la capture de républicains irlandais, neutralisés depuis belle lurette par toutes les polices de France et de Navarre ? Incontestablement, de lourdes menaces pèsent sur le droit d'asile. Defferre ne s'en cache nullement, qui propose, après l'attentat de la rue des Rosiers, de « mieux définir » ce droit séculaire. A l'hebdomadaire « V.S.D. », le ministre confie précisément son intention : demander « une restriction du droit d'asile ». On ne peut être plus clair. Les 143.000 réfugiés politiques (estimation 1979) qui vivent dans notre pays n'ont qu'à bien se tenir ; une épée de Damoclès risque incessamment de les reconduire dans leurs goulags.

Que les naïfs ne se bercent pas d'illusions sur les propos du président de la République ! Le pire réactionnaire de ce pays louangerait la « France, terre d'asile et qui le restera ». En la matière, les faits seuls comptent.

D'autre part, qui autorise le gouvernement à exiger des réfugiés le mutisme complet, l'abandon de manifestations politiques ? Singulière conception des droits de l'homme et des libertés. Sous Giscard, Khomeiny ne s'est jamais privé d'appeler à la révolte contre la dictature du Chah. Qui permet aujourd'hui de dissuader Bani Sadr de toute action politique contre la dictature des Ayatollahs ?

Demeurons plus que jamais vigilants sur le maintien de « ce vieux privilège hérité de l'Ancien Régime, dont le strict respect est l'un de nos meilleurs remparts contre le risque totalitaire », selon l'appréciation de Bernard-Henri Lévy (« Le Matin », 17 août 1982).

Emmanuel MOUSSET

chronique

En Chine, il est certain que la mort de Mao Zedong et la neutralisation de la « Bande des quatre » ont provoqué un recul de l'idéologie que le douzième congrès du Parti communiste, le 1er septembre dernier, n'a fait qu'accentuer. On y a férocelement critiqué les congrès précédents et les « erreurs gauchistes » que le Grand Timonier n'avait su éviter. L'heure est désormais à la « responsabilisation » et au réalisme... Ce revirement va permettre désormais d'alléger une partie du contentieux sino-soviétique : en recherchant une voie chinoise d'accès au socialisme l'Empire du Milieu ne prétend plus dorénavant détenir dans toute sa pureté l'héritage de Lénine et de Staline. La querelle idéologique du révisionnisme perd donc de son importance.

Il reste bien sûr le conflit territorial, issu des fameux « Traités inégaux », et qui ne semble pas en voie de règlement. A cet égard, les récentes et importantes manœuvres effectuées par l'armée de Pékin à la frontière de la Mongolie, indiquent que la vigilance est toujours de règle dans cette partie du monde.

Le douzième congrès traduit également une évolution de la politique étrangère : ouverture en direction de tout pays, pourvu que cela soit conforme et utile aux intérêts strictement chinois.

Divers obstacles de nature idéologique ayant donc été levés, il reste à savoir ce que signifie véritablement la volonté soviétique d'un rapprochement. Son existence ne fait aucun doute : elle a encore été récemment confirmée par le récent discours de Brejnev à Bakou.

Correspond-elle au fameux mouvement de balancier de l'histoire russe ? On sait que contrariée à l'Ouest, la Russie est toujours tentée de reporter son attention dans la direction opposée. Pourtant, malgré les tensions en Pologne, les vassaux d'Europe semblent toujours tenus en main, et les mouvements de la paix qui montrent leur force dans certaines démocraties occidentales, sont un encouragement supplémentaire.

Le rapprochement avec les communistes chinois semble d'ailleurs être accompagné parallèlement d'une certaine « tolérance » à l'égard du comportement des

de l'impérialisme prolétarien

Le rapprochement entre les deux géants du monde socialiste, l'URSS et la Chine; on en parle souvent et depuis longtemps. Mais si des velléités semblent exister de part et d'autre, nul n'aurait l'audace d'affirmer qu'elles répondent au besoin tout-à-fait de réunifier la grande famille communiste.

partis-frères européens : on l'a vu en Italie, où un membre du Comité central du Parti communiste soviétique a, dans un entretien au quotidien «*Repubblica*», tendu la main aux «eurocommunistes» de Berlinguer. On l'a également observé en Finlande où, là aussi, le soutien a été apporté à ces mêmes eurocommunistes plutôt qu'à la tendance dure du parti local.

LA PLACE DU P.C.F.

Des changements vont intervenir au sein des instances dirigeantes de l'Union soviétique. Sont-ils annoncés par ces modifications progressives de la diplomatie russe ? Ou ces modifications indiquent-elles que le changement de direction a déjà eu lieu ? Les fins de règne sont toujours des périodes délicates et les troubles qu'elles provoquent pourraient expliquer l'inexplicable discrétion de l'URSS à propos de la guerre du Liban.

Quelles que soient les raisons de cette nouvelle politique étrangère soviétique, le Parti communiste (de France) a sa place dans

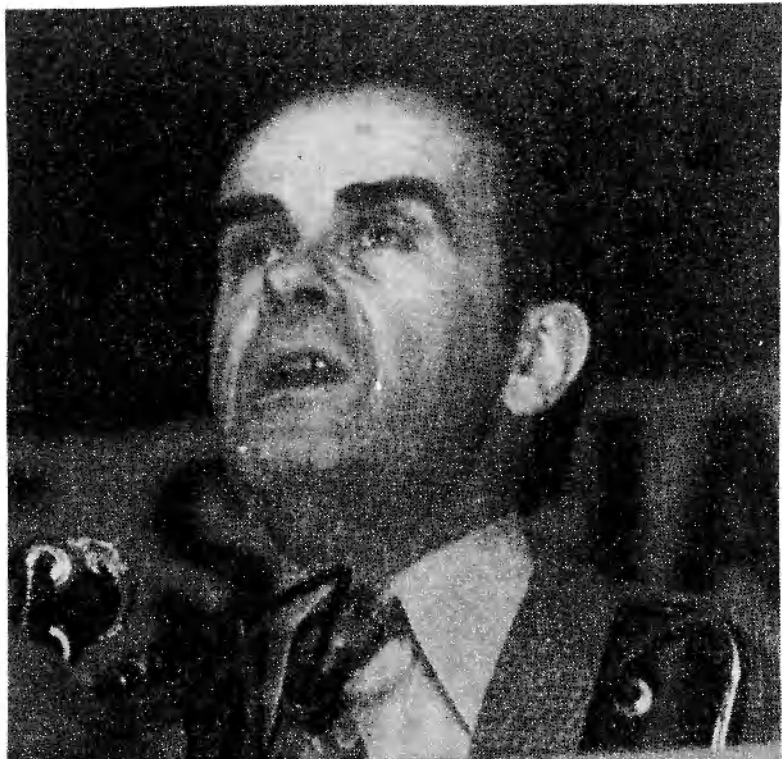
la stratégie qui s'élabore : il est à la pointe des contacts avec la Chine, une délégation de ce pays était à la fête de «*l'Humanité*», et une grande enquête de ce quotidien a permis, trois jours de suite, de découvrir l'existence d'un nouveau paradis socialiste.

Ce rôle internationaliste du PCF lui permet également de réaffirmer sa place en tant que parti de gouvernement, et ce sans grand tapage. Face à l'offensive Nord-Sud que mènent les socialistes, le parti de Georges Marchais reprend, sur la scène politique française, la place des relations Est-Ouest que la crise polonaise avait, depuis quelques mois, laissé vide.

Que ce soit sur l'Amérique latine ou sur le soutien à la cause palestinienne, ce sont maintenant le PS et le gouvernement Mauroy qui occupent le terrain.

La nouvelle stratégie sino-soviétique vient donc à point pour redonner au Parti communiste français l'envergure internationale qui allait lui faire défaut.

René ADRIERS



■ Sa survie politique sur la scène de l'Internationale communiste viendra-t-elle de Chine ?

querelles d'allemands

Alors que les socialistes semblent sur le point de l'emporter en Espagne, c'est la coalition chrétienne-démocrate et libérale qui, en Allemagne fédérale, vient de renverser M. Schmidt. D'un bout à l'autre de l'Europe, sociaux-démocrates et partis de centre-droit poursuivent donc leur ballet compliqué dans lequel les observateurs s'essouffent à déceler une tendance générale.

Cette victoire de Helmut Kohl, qui intervient après treize années de gouvernement social-démocrate, est pourtant intéressante à bien des égards. Elle indique tout d'abord que le parti libéral en a fini de son soutien quasi-inconditionnel de la gauche et ce, bien que l'appui apporté aux chrétiens-démocrates soit loin de faire l'unanimité au sein du FDP. Ce changement aura donc pour premier effet d'obliger une partie du personnel politique allemand à opérer des reclassements.

D'autre part, la procédure parlementaire utilisée pour faire basculer le chancelier Schmidt, c'est-à-dire le recours à la «motion de défiance constructive» n'est pas sans avoir provoqué un certain malaise dans l'opinion. Un changement de l'équipe dirigeante intervenu de cette façon risque en effet d'être ressenti comme une manœuvre typiquement politicienne restée étrangère à ce que ressentait la masse de la population.

De là à dire que le système des partis est remis en cause, est un pas trop important pour être aussitôt franchi. Il n'en reste pas moins que des forces nouvelles émergent dans le paysage politique ouest-allemand dont on ne sait pas encore quel pourra être le comportement dans les institutions.

Le fait écologiste n'est bien sûr pas nouveau outre-Rhin, mais son intrusion risque de se trouver confirmée à l'occasion de l'accession de M. Helmut Kohl à la Chancellerie. Déjà, les «Verts» semblent avoir dans certains lander, mordu sur l'électorat libéral.

Leur percée est d'ailleurs significative d'une certaine politisation de la jeunesse allemande dont ils sont les seuls, jusqu'ici à avoir bénéficié; une politisation toute relative qui tend à s'exprimer en dehors des institutions et du cadre classique des partis, et qui accompagne la vague de neutralisme qui submerge cette jeunesse.

Individualisme, peur de l'extérieur en même temps que perte de la conscience nationale et historique, sont autant d'aspects de l'idéologie écologico-pacifiste ouest-allemande.

Les sociaux-démocrates maintenant dans l'opposition écartent pour l'instant, en raison de leur attachement à l'Alliance Atlantique, toute alliance avec les Verts. Le social-neutralisme n'a pourtant pas épargné les Jeunes du SPD. En tout cas, le «modèle» allemand en matière de démocratie, c'est bien fini.

Anne SUROI

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

quand nos lecteurs prennent la parole...

A Mexico, Jack Lang s'est payé de mots, maniant dangereusement quelques pétards qui ont tout l'air aujourd'hui de lui sauter au visage : n'est pas artificier politique qui veut. Au lieu de soulever avec courage le vrai problème de politique culturelle posé par la suprématie économique et politique des Etats-Unis, le ministre français a créé un beau remous, qu'on a pris pour du succès, où chacun peut maintenant pêcher son poisson favori en eaux troubles. Essayons d'y voir plus clair, sans faire de l'antiaméricanisme primaire : 1) que recouvre le concept d'impérialisme culturel ? 2) Y a-t-il impérialisme culturel américain ? 3) peut-on expliquer autrement que par l'impérialisme les succès de la « culture » américaine ? 4) enfin, qu'aurait pu être le discours d'un ministre français de la culture ?

1) Enseignant, depuis treize ans, dans un pays du Maghreb, je suis bien placé pour savoir qu'on se taille un succès facile de théâtre chaque fois qu'on dénonce devant un public du tiers monde l'impérialisme U.S. Mais avant d'évoquer l'impérialisme culturel, comme si la chose allait de soi, il eût été convenable de savoir ce que parler veut dire : qu'est-ce que l'impérialisme culturel ? L'impérialisme politique, l'impérialisme économique sont susceptibles de recevoir une définition (relativement) claire : on sait à peu près ce que c'est (1). Mais en matière culturelle ? Qu'est-ce qu'une culture impérialiste ? Est-ce seulement une culture qui domine ? Comment ? A partir de quand la culture, dont la fonction est de « libérer », domine-t-elle ? Qui domine-t-elle ? Au détriment de qui, de quoi ? Et de quelle culture parle-t-on ? En Afrique du Nord, la culture française a dominé l'Islam mais elle a été largement vécue comme une libération par les femmes. Encore une fois, qu'est-ce qu'une culture impérialiste ? Le concept accompagne-t-il purement et simplement la réalité de l'impérialisme politique ? Certes, le bras politique peut soutenir une culture, voire l'imposer momentanément. Est-ce suffisant pour parler d'impérialisme culturel ? Ce n'est pas Elisabeth 1ère qui impose Shakespeare, c'est le Roi

Lear. Ce n'est pas le Tsar Nicolas 1er qui fait le génie de Dostoïevski, ce sont Les frères Karamazov. Quel bras politique couronne Dante ?

LES CULTURES SONT DE L'AME

Sauf à pratiquer un marxisme vulgaire, dont je sais pourtant exempt mon ami Gérard Leclerc, ô combien l'on ne peut écrire simplement comme il le fait que si : « il y a une logique de la domination économique qui veut que le pays dominant prenne les moyens convenables pour mettre sous sa coupe les matières premières nécessaires à son développement. Une logique aussi rigoureuse exige que là où la conquête se veut



● « Ce n'est pas Elisabeth 1ère... » économique, l'emprise culturelle aille de concert avec le développement du marché ». Non, la culture et l'économie n'ont pas un destin lié de parallèles. Les cultures sont de l'âme et, pour l'essentiel, elles échappent aux vulgaires déterminismes ; la culture est d'un autre ordre, pour parler comme Péguy. Dans les années 60, tout ce qui compte, tout ce qui est novateur, tout ce qui crie aux Etats-Unis s'oppose à la guerre du Vietnam (2). Depuis les débuts du XIXe siècle, en Occident du moins, la culture se nourrit d'une opposition au pouvoir. En outre, il est loin d'être montré que le rayonnement d'une culture soit mesurable selon une raison proportionnelle à la puissance politique et économique de son pays

d'origine. Pour prendre quelques exemples rapides, l'impact du cinéma italien est-il en rapport avec la puissance italienne ? En revanche, du temps de Mussolini où l'Etat italien aspirait à la puissance, quel cinéma, quelle littérature reste-t-il ? L'expressionnisme allemand apparaît sur fond de défaite et de catastrophe économique, et il n'y a pas d'art nazi. Les cultures ont une vie propre, elles naissent, s'affrontent, se questionnent, s'influencent, s'interpénètrent, s'excluent (moins souvent qu'il n'y paraît) et survivent selon le mystère, qui fascinait Malraux, des métamorphoses. Tantôt elles suivent et tantôt elles anticipent la sphère du politique et de l'économique. Comme la vie, dont elles sont l'expression la plus pure, elles répondent à des défis. De fait il y a aujourd'hui une mondialisation de la culture. C'est peut-être un défi lancé par la technique aux vieilles civilisations. C'est une banalité de le reconnaître, mais elle ne justifie pas les mots creux et surtout pas les fausses campagnes.

L'INTERNATIONALE DE LA MÉDIOCRITÉ

2) Comme notre ministre d'ailleurs, ne se sentait pas bien assuré de son serpent de mer, il s'est cru obligé de préciser les contours de sa prise : si j'ai bien lu, l'impérialisme culturel U.S., ce n'est ni E. Poe, ni Faulkner. Ce serait une espèce de sous-culture à base de feuilletons et de films de 3ème zone. Là soyons sérieux (comme disait Malraux). De deux choses l'une : ou bien les feuilletons américains ont une réelle valeur culturelle et dans ce cas il est bon de les diffuser, comme il est bon de diffuser toute culture ; ou bien, ce que je crois, ça ne vaut pas grand chose et alors qu'on ne parle pas de culture ni d'impérialisme culturel. Car je ne crois pas en l'impérialisme (politique) de la médiocrité. Pour l'âme médiocre, toute médiocrité est bonne. Les Bovary du XXème siècle s'alimentent comme leur grand-mère du XIXème : à n'importe quoi, à tout mauvais roman américain, anglais ou français, comme à toute drogue de l'imaginaire. Flaubert ne dénonçait pas les

Il y a un mois, « Royaliste » commentaire du discours pro Gérard Leclerc entamait une r impérialisme ». Comme nous lecteurs ont réagi et ont engagé ici son point de vue personne français à l'étranger.



● Les feuilletons américains répondent-ils romans, pas plus que Cervantès : il dénonçait l'effet des mauvais romans sur les têtes fragiles (et pas seulement des mauvais d'ailleurs). Dénonçons les mauvais films, dénonçons l'internationale de la

**pour
s'abonner
à royaliste?
voir page 11**

avait accordé une large place au rôle joué par Jack Lang à Mexico et à la télévision sur le thème « culture et télévision ». Nous souhaitons certains de nos lecteurs qu'un débat. Alain Flamand apporte son témoignage d'enseignant

LAS
d Jacobs.
DONARD KATZMAN.



une demande d'imaginaire ?

médiocrité, mais, de grâce, gardons-nous des mots faciles qui renvoient à d'autres une responsabilité que nous partageons. Jack Lang eût été mieux inspiré de mettre en garde ses collègues du tiers monde contre leurs propres tentations (il existe aussi une production tiersmondiste à usage interne, consternante (3)).

Allons même plus loin et risquons un paradoxe : s'il y a un danger d'impérialisme (malgré mes réserves), c'est de la qualité des œuvres qu'il provient : car seule la qualité influence durablement les formes de l'expression artistique.

Dostoïevski et Faulkner ont plus agi sur le roman français, les cinéastes américains sur le cinéma mondial, que les auteurs qui se prostituent aux marchands de ré-

LA CULTURE D'UN PEUPLE NE S'ARRACHE NI NE S'EXPORTE

3) Faut-il craindre, comme Gérard Leclerc et, semble-t-il, comme Jack Lang que la télévision colonisée imprime sur les sensibilités populaires « un mode de vie, des modèles de comportements » ? Je n'en suis pas sûr. Il n'est pas établi que les feuilletons américains américanisent les téléspectateurs. Ce type d'impact est évidemment difficile à évaluer et il s'exerce principalement sur un milieu culturel faible ou en crise. Mais pour ce qui est de l'Europe surtout, j'ai le sentiment que les feuilletons et les films américains répondent à une demande d'imaginaire, d'exotisme, somme toute assez superficielle; je ne crois pas que les comportements fondamentaux des consommateurs en soient affectés. Toutefois, il est un fait que l'Amérique fascine, qu'elle fait rêver, qu'elle est au centre de l'imaginaire moderne. A bien des égards, la fonction qu'elle remplit est celle d'un « ailleurs » toujours possible, à mi-chemin du réalisme et de la fiction pure. Elle est une des dimensions de notre modernité dont elle révèle les virtualités, le pire et le meilleur. Il serait absurde de l'ignorer ou de s'y opposer : on le voit clairement au statut que la jeunesse des pays de l'Est lui réserve sans qu'il soit possible de parler, là, d'impérialisme. Il y a sans doute d'autres raisons au succès de Dallas; celle-là me paraît capitale. Y a-t-il pour autant dépendance politique ? Ce n'est pas prouvé. La très forte culture française dont était imprégnée l'élite du Maroc et de la Tunisie dans les années 50 ne l'a pas empêchée, tout au contraire, de lutter pour l'indépendance des pays auxquels elle appartenait. La jeunesse des années 60 était nourrie d'américanisme (films, disques, livres, vêtements) : vint la contestation mondiale des années 68. On pourrait multiplier les exemples. Car au fond la culture d'un peuple ne s'arrache ni ne s'exporte à coup de pellicules, de grandes surfaces ou d'autoroutes. Il se peut qu'elle se modifie, mais selon son génie propre. Les mémoires collectives sont les plus fortes et, à moyen et à long terme, elles assimilent les apports étrangers. Il suffit d'un voyage aux Etats-Unis

pour s'en convaincre : l'Europe est loin, très loin de l'*american way of life* (qui a bien des égards est exécrable). Nous ne cesserons de nous européaniser tant que nous serons vivants et ce n'est pas la technique américaine qui nous menace, car la technique n'est pas américaine; elle est. C'est la médiocrité sous toutes ses formes; elle n'a pas besoin des Américains pour nous guetter : comme tout le monde nous portons nos propres poisons.

LE STATUT DE LA LANGUE

4) En revanche, Gérard Leclerc a le mérite de poser le problème d'une politique culturelle de la France. Comme Pierre Boutang, je crois que le statut de la langue française est au cœur de la question. Devant la vague montante de l'anglais, autrement plus in-



«...qui a imposé Shakespeare.»

quiétante que tous les feuilletons américains, que tous les films américains, que fait le gouvernement auquel appartient Jack Lang ? A l'extérieur, il ferme des lycées français, il réduit les crédits des centres culturels, il envoie à bon marché des enseignants sans préparation et sans espoir de carrière : V.S.N.A. pour la plupart, du moins de plus en plus, dont l'enseignement n'est pas toujours le métier. A l'intérieur, il laisse l'enseignement du français gravement se détériorer, les petits maîtres de la radio et de la télévision parler n'importe comment, la publicité dire, non pas n'importe quoi, mais, là aussi, le dire n'importe comment; et par une politique absurde du livre, les prix devenir prohibitifs.

Il ne s'agit évidemment pas d'interdire l'anglais, ni même d'empêcher la contamination, dans certains cas, du champ lexical français par l'anglais, car le

génie d'une langue, et c'est particulièrement vrai pour la nôtre, est d'abord dans sa syntaxe : après tout, nous avons fort bien assimilé d'autres apports, italiens et espagnols particulièrement. Il s'agit de réagir contre la facilité du langage parlé; contre toutes les formes du relâchement, contre la vulgarité ambiante, contre un je-m'en-foutisme qui se pare d'une fausse simplicité. Je n'ignore pas que ces phénomènes ne datent pas de mai 68 : mais quitte à donner ces leçons de culture, Jack Lang eût mieux fait de parler le langage de la rigueur, sans laquelle il n'y a pas d'indépendance politique possible. A l'étranger on fonde encore beaucoup d'espoir sur le français : le nouveau gouvernement ne semble pas disposé à renverser la fatale tendance du repli culturel amorcé sous Pompidou et systématiquement encouragé par Giscard. Jack Lang laissera-t-il à un dernier carré d'étrangers amoureux de notre langue le soin de nous donner la leçon de politique culturelle qu'on eût attendu du ministre français ? Au lieu de cueillir dans une assemblée où le tiers monde dominait, des lauriers faciles, Jack Lang eût mieux fait de faire ce pour quoi, je crois, naïvement, qu'il a été nommé : une politique volontariste de culture française. Il eût fallu pour cela une tête moins théâtrale et plus politique. J'ai peur que notre ministre ait été, par un ironique retour de bâton, victime de la maladie américaine par excellence : la passion de se donner en spectacle.

Alain FLAMAND

(1) Il y a un impérialisme économique U.S. que je me garderai bien de nier et qui fait en Amérique du Sud des ravages que j'ai pu constater.

(2) Même et surtout à travers la chanson, Yves Landevnec. Il y aurait là-dessus beaucoup de choses à dire.

(3) La réaction des Etats que préconise Jack Lang contre le prétendu impérialisme culturel des U.S.A. n'est pas une garantie contre la médiocrité. Guy Lux; si Français, hélas ! a des leçons d'abrutissement populaire à donner aux multinationales U.S., il en a plein son chapeau, plein ses poches, ça débordait ! Yves Landevnec déplore que les séries d'Outre-Atlantique et les films américains de cinéma occupent 30% du temps de programme. Faut-il remplacer un fermier américain par un fermier français pour résoudre le seul problème qui compte : la qualité de la T.V. ? Nous savons produire de bonnes émissions : qu'on nous en donne les moyens ! C'est à ce problème que devrait s'attaquer un ministre français, en Conseil des Ministres; c'est là-dessus qu'il devrait engager sa responsabilité, - au lieu de prendre les Moulins à vent U.S. pour de menaçants géants.

les paysans au XVII^e siècle

En écrivant «*La vie quotidienne des paysans au XVII^e siècle*», Pierre Goubert a produit un livre passionnant qui démolit allègrement les clichés de droite et de gauche sur le «*Grand Siècle*».

Clichés de droite : non, le XVII^e siècle ne se résume pas aux fastes versaillais. Dans les campagnes c'est une époque âpre comme toujours - et même particulièrement sombre. On est tout d'abord en plein au cœur de ce «*petit âge glaciaire*» étudié par Emmanuel Leroy-Ladurie, ce qui ne fait ni la prospérité des récoltes, ni celle des paysans. Le «*pain quotidien*» se réduit le plus souvent à des «*roues*» de pain de 10 à 20 livres parcimonieusement débitées aux membres de la famille, à une soupe plus ou moins riche selon les revenus des paysans - et parfois inexistante chez les plus pauvres. Nous voilà loin des tableaux idylliques de Rubens ou même Le Nain. Il est vrai qu'une quinzaine de jours par an, ce menu spartiate fait place à de grandes ripailles organisées à l'occasion de la fête patronale, d'un mariage ou d'un baptême, et qui font office de soupapes de sûreté.

Il est vrai aussi que l'ordinaire est parfois brutalement rompu par les disettes et famines suivies de mortalités. Ajoutons que toutes les régions ne sont pas égales devant la faim et la mort : ainsi la Bretagne avec ses pâtis communaux où peut se nourrir la «*vache du pauvre*» est favorisée par rapport aux terres céréalières «*riches*» mais en état de quasi monoculture, donc sans «*roues de secours*» les mauvaises années.

De même tous les paysans ne sont pas égaux : les manouvriers, majoritaires, exploitent un maigre lopin de terre généralement loué et doivent, pour survivre, faire des «*journées*» tout azimut : moissons chez les paysans aisés, jardinage, «*boisillage*» et petite charpenterie, bûcheronnage, etc. Notons que seule l'extrême habileté manuelle de ces manouvriers les maintient au dessus du seuil de dénuement dans lequel ils tombent dès qu'une disette entraîne la «*cherté*» des grains. A l'autre extrémité les gros fermiers ou propriétaires et autres «*coqs de village*» constituent une véritable bourgeoisie rurale. A part : ceux que Goubert appelle les paysans - plus les exploitants - qui sont en même temps meuniers, sabotiers ou cabaretiers. A part également : les vignerons, caste d'aisance moyenne, mais très imbue de son savoir faire.

Sur l'ensemble de la paysannerie pèse un triple prélèvement effectué lui aussi en toute inéga-

lité : la dîme ecclésiastique est insignifiante en Basse-Bretagne (3% des récoltes), mais écrasante en Armagnac (12% !). Le seigneur souvent détesté mais parfois aussi complice de ses paysans, en est le premier percepteur ; la seigneurie, légère dans le Midi est lourde dans l'Est, le Nord et l'Ouest. Quant à la pression de l'impôt royal elle a triplé de Richelieu à la fin du règne de Louis XVI provoquant de nombreuses révoltes paysannes.

Alors le cliché de gauche, façon «*petit Lavis*», montrant la royauté prendre à un peuple de malheureux la quasi totalité de ce que lui laissaient les nobles et les prêtres, serait-il exact ? Non et ceci pour deux raisons. D'abord la pression fiscale de la royauté était faible avant Richelieu (ce qui rendit sa progression d'autant plus insupportable). Ensuite ce n'est pas par sadisme ou pour financer les dépenses de la cour - relativement marginales dans le budget - que Louis XIII et Louis XIV augmentèrent les impôts : tout simplement la France durant le Grand Siècle ou prétendu tel fut constamment en état de guerre, sinon en état de siège. Face aux deux branches de la Maison d'Autriche qui la menaçaient d'encerclement puis à la jalousie des Anglo-Hollandais. A contrario, pendant la période faste et de relative accalmie des douze premières années du gouvernement personnel de Louis XIV, Colbert diminua les tailles.

Alors, heureux, malheureux ces paysans du XVII^e siècle ? Vou- lant éviter de commettre le péché d'anachronisme, le pire pour un historien, Goubert se contente de répondre que le bonheur est avant tout un état d'âme. Ajoutons simplement ceci : les paysans furent moins misérables au XVIII^e siècle qu'au siècle précédent : et c'est pourtant en 1789 qu'ils firent la plus grande révolution agraire de notre histoire. Tant il est vrai, comme le constatait Tocqueville, que les inégalités sociales deviennent d'autant plus insupportables qu'elles tendent à se réduire. Mais n'est-on pas là en présence du phénomène de mimétisme observé par les économistes disciples de René Girard ?

Arnaud FABRE

Pierre Goubert - *La vie quotidienne des paysans français au XVII^e siècle* - Prix franco : 69 F.

l'a.f. et la question sociale

Le livre de Bertrand Renouvin sur l'histoire de l'Action française va bientôt paraître. Souscrivez !



■ Charles Maurras

Tous ceux qui se sont intéressés à l'histoire de l'Action française savent que, dans une large mesure, cette histoire reste à faire. Les études sont pourtant abondantes sur le mouvement de Charles Maurras. Mais trop souvent elles sont entachées de sectarisme et imprégnées par les relents de querelles anciennes. Les chercheurs les plus impartiaux ont des difficultés à dégager d'une documentation, surabondante mais parfois suspectes, des idées générales conformes à une réalité historique d'ailleurs très complexe. Quant aux ouvrages qui se veulent favorables à l'Action française, il faut, en règle générale les considérer comme des documents historiques de base, produits par l'Action française pour sa défense, ce qui limite leur portée.

Accusation, défense, vision lointaine des choses... il n'est pas étonnant que de nombreux aspects de l'histoire du mouvement monarchiste ne soient jamais abordés. Ainsi en est-il de la doctrine sociale de l'A.F.

Il a fallu un événement récent au sein du monde monarchiste - la fondation de la Nouvelle Action Française en 1971 - pour que quelques militants royalistes s'intéressent à la question. Or, à cette époque, on pouvait encore interroger des gens qui avaient participé à ce fameux «*Cercle Proudhon*» qui, à l'aube du siècle a réuni des monarchistes et des syndicalistes, ou qui avaient travaillé avec Georges Valois. Non pas avec le souci de réécrire l'histoire pour

une quelconque défense ou condamnation, mais avec celui d'en tirer des enseignements pour l'avenir si cela était possible, Bertrand Renouvin fit œuvre d'historien. Son travail comblait un vide dans notre connaissance historique. Diffusé parmi les jeunes royalistes sous sa forme de thèse ronéotypée, «*L'Action française et la question sociale*» fut passionnément discutée.

Dix ans après les enjeux du débat ne sont plus les mêmes et, Bertrand Renouvin l'écrit lui-même, les conclusions qu'il tirait doivent être nuancées. Ainsi ce travail devient historique en un deuxième sens, dans la mesure où il est caractéristique de l'histoire du royalisme des années 1970.

Il a fallu entreprendre un patient effort de refonte et de réécriture pour offrir au lecteur de 1982 un véritable livre d'histoire, alléger la forme, mais garder toute la rigueur scientifique d'une thèse de Sciences politiques. Cela a été l'occasion de multiples recherches et vérifications.

Mais une phase ultime reste à franchir pour mener notre travail à bien : assurer la diffusion la plus large possible à ce livre. Pour cela nous comptons sur vous.

F.A.

Bertrand Renouvin - *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale* - 224 pages. Prix de souscription : 78 F (83 F port compris) - prix après parution (le 10 décembre 1982) : 98 F (103 F port compris) à l'ordre de «*Royaliste*», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Surnaturel et critique littéraire parisienne n'ont jamais fait très bon ménage. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre pourquoi. Question de dimension ou de préoccupation. M. Angelo Rinaldi, le pétulant feuilletoniste de «l'Express» trouve à Bernanos un regard halluciné. *Sous le soleil de Satan* serait un «livre pâteux» et «déclamatoire» qui justifierait le mot d'Henri Guillemin sur son auteur «masochiste fastidieux». On juge l'autorité de M. Rinaldi exécuteur capital, capable d'abattre de troais traits de plume n'importe quel Bernanos au même titre que n'importe quel jeuneveau des lettres. Saluez l'Altissime ! Mais avec des manchettes, ou plutôt un scaphandre, car le très haut n'hésite pas à plonger en pleine ignominie. «Dans les bras du tentateur qui l'accueille au bord du fossé, il a - Dieu me pardonne - les émois de ses congénères qui, maintenant, par l'intermédiaire des petites annonces de nos meilleurs journaux, ont recruté un maître harnaché de cuir et bardé de muscles, dont ils espèrent de délicieux supplices.»...

Nous serions submergés par un immense dégoût et laisserions volontiers ce monsieur sur le bord de sa décharge, si Bernanos ne nous avait appris à prendre très au sérieux les imbéciles. M. Rinaldi a des dizaines de milliers de lecteurs qui risquent de s'y laisser prendre et la rumeur s'enflera : «Ah ma chère, ce Bernanos est un bien mauvais écrivain». Le plus grave serait qu'un tel article décourage quelques jeunes gens d'aborder un univers romanesque basement ridiculisé. Je sais que notre critique affirme considérer *Le Journal* d'un curé de campagne et *Monsieur Ouine* avec plus d'indulgence. Mais quelle importance si les grands thèmes bernanosiens qui sont à peu près tous présents dans le premier roman, se trouvent frappés de dérision ?

Le premier de ces thèmes est évidemment celui du mal et surtout du Malin. M. Rinaldi n'est pas indifférent à la question, n'étant pas assez sot pour croire à notre bonté foncière. «Les quelques rudiments que nous avons tous de l'enseignement du bon docteur de Vienne, ce qu'il nous a révélé de certaines pulsions auxquelles personne n'échappe et qui renvoie dans ses pâturages helvétiques l'homme de Rousseau, bon et pur par essence, nous conduisent à reconnaître son existence. Puisqu'il est en chacun de nous.» Que voulez-vous de mieux ? Il n'est pas nécessaire d'admirer *Sous le soleil de Satan* pour croire à la force du mal ! Désolé, mais Rinaldi en paraissant généreusement accorder à Bernanos le bien fondé de son angoisse, s'est magistralement trahi, en montrant qu'il était incapable de comprendre de quoi il retournait.

Le mal et le Malin du *Soleil* ne sont pas l'instinct de mort du docteur Freud, même si la théorie psychanalytique ne peut se ramener à quelque naturalisme grossier, elle est par principe fermée à toute théologie. Ce que Bernanos veut envoyer à la figure d'un siècle aveugle c'est la présence de Satan, prince de ce monde universellement présent, ennemi acharné de l'homme qu'il ne cesse de tarauder pour l'enfermer dans un désespoir sans issue. Il ne s'agit pas de pulsion, ou du moins s'il y a pulsion, elle n'est pas étrangère au mouvement de la liberté, au Fiat délibéré et affirmé. La marmite freudienne est incapable d'en rendre compte, puis-

sous le soleil de satan



que tout se passe dans l'espace où ne vivent en pleine conscience que les mystiques comme l'abbé Donissan. Une «autre scène» encore.

Il s'agit de métaphysique ou si le mot n'était trop galvaudé de «spiritualité». Le cœur si l'on veut, le cœur charnel mais aussi celui de Pascal s'ouvrant ou se fermant à l'amour. Mais dans l'entre deux, quelles batailles ! Elles ne prennent pas toutes la vigueur ou la forme «spectaculaire» des démêlés du curé d'Ars avec le grapin. Mais elles sont le lot de tous à travers de grandes ou médiocres passions et jusqu'aux plus misérables vices.

C'est pourquoi, Bernanos n'est pas installé au pied du divan, mais dans le confessionnal. Et il voit, il voit, comme peu d'écrivains ont vu au XXème siècle ! Il voit Mouchette.

«Ce qu'elle entendait n'était pas l'arrêt du juge ni rien qui passât son entendement de petite bête obscure et farouche, mais avec une terrible douceur, sa propre histoire, l'histoire de Mouchette non point dramatisée par le metteur en scène, enrichie de détails rares et singuliers, mais résumée au contraire, réduite à rien, vue du dedans. Que le péché qui nous dévore laisse à la vie peu de substance !» La rencontre de

Donissan et de Mouchette est un sommet du roman, plus encore à mon avis que le corps à corps avec le diable maquignon. Donissan a gagné le redoutable privilège de voir le fond des cœurs, de percer les âmes. D'un seul coup il fait à Mouchette une lumière aveuglante. Sa pauvre vie perque en un éclair, son tas de secrets, ses défis et sa révolte où est accrochée sa fierté farouche, tout cela réduit à rien. Elle, singulière, unique ? L'abbé Donissan lui révélait la troupe lamentable de ses ancêtres «des centaines d'hommes et de femmes liés dans les fibres du même cancer, et les affreux liens rétractant...» Tous étaient passés par le même chemin. Rien qui lui appartint en propre «Ils avaient jusqu'à sa révolte même.» Cette fille qui se croyait libre, enchaînée et fermée à la voix de la délivrance.

Chesterton écrivait que la seule manière de raconter une histoire est de commencer par le commencement - le commencement du monde. Mais par volonté de concision, on oublie toujours comment ça a commencé, comment ça s'est représenté et comment d'ailleurs ça a toujours recommencé. Cet oubli n'est certes pas innocent. Il est celui même de la conscience qui s'oublie, de la curiosité qui croit faussement découvrir du neuf. Il n'y a que les spirituels pour d'un mot ou d'un regard faire fuir le mirage, dissiper le mensonge.

C'est l'objet de *Sous le soleil de Satan*, ou plutôt une part essentielle. Car il y a aussi le face à face du Saint et du Tentateur, et il aurait fallu peut-être consacrer toute cette page à ce sujet, que la nouvelle édition mise au point par William Busch souligne avec force. Cette édition est en effet la première qui soit conforme au manuscrit original. Dans les précédentes éditions les paragraphes, des feuillets entiers avaient été sacrifiés. William Busch pense que le romancier se résigna à cause de l'insistance de Jacques Maritain. Ce dernier aurait été quelque peu effrayé du combat de l'abbé Donissan. Un Saint perpétuellement tourmenté par la tentation du désespoir, était-ce vraiment un saint ? Bernanos se défendit. Avaient-ils, le romancier et le philosophe, la même perception de la vie intérieure d'un Saint ? Maritain ignorait-il les nuits, la nuit de Thérèse de l'Enfant Jésus affrontée au doute universel du nihilisme moderne ? Dans son combat avec Satan, il arrive à Donissan de plier, sinon de succomber. Sa tentation à lui est noble. Elle est à la mesure du clinicien des âmes. C'est celle du désespoir, où la stratégie diabolique tentera sans cesse de le faire tomber. Comment ne pas y céder quand défilent à son confessionnal les interminables cohortes du péché.

Tout Bernanos s'annonce dans ce premier roman. Les thèmes seront sans cesse repris. Au terme, c'est la Joie qui doit être donnée bien sûr, mais elle est la grâce recouverte sans cesse menacée depuis que l'homme a perdu le paradis d'origine. Elle est pour l'autre Royaume. Si *Le Soleil* n'a pas la perfection et la maîtrise du *Journal*, il en a déjà toute la sève, méconnaître le premier c'est s'exposer à ne rien comprendre au second.

Gérard LECLERC

Georges Bernanos - *Sous le soleil de Satan* - édition complète. Plon. Prix franco : 96 F.

montherlant



ne
s'éloigne
pas

«... écrire comme si on était mort.»
(Service inutile)

«Barrés s'éloigne», écrivait jadis Montherlant. Dix ans après sa mort volontaire, Montherlant ne s'éloigne pas.

«De la mort volontaire» est l'un des chapitres du *Zarathoustra* les moins faits pour être commentés. Il tient à distance ceux qui admirent, et ceux qui réprouvent. «Mourir à temps»...

La seule objection permise pour n'être pas indiscrète, fut élevée par M. Julien Green, en forme de rappel : «nous sommes indestructibles.»

L'héritage de Montherlant tient en un de ses mots, à la concision héraldique : «j'aime finir». Cela suffit au déconcertement des imbéciles. Il leur reste à s'impatroniser démasqueurs, au nom d'une «vérité» qui est à toutes mains. «La vérité n'enlève rien à sa grandeur», paraît-il. Elle n'y ajoute rien non plus. Qu'importe au génie de Montherlant, et à son œuvre, de ces petit-garçonnades qu'on exhume pour notre pâture ? La Ville dont le Prince est un Enfant n'a pas besoin de ces justifications. Le secret d'un homme ne se ramène pas au «misérable petit tas de secrets» dont parlait Malraux. Une existence n'est pas le brouillon d'une biographie.

Montherlant avait le goût de la paternité spirituelle. (Que les imbéciles rient, c'est dans l'ordre). «Je ne suis pas un père, je suis un homme qui choisit». Indéfendable beauté de cette réplique : il y a de l'Alceste dans le Georges Carrion de *Fils de Personne*. Comme il y a du Vauvenargues dans Montherlant. Mais un Vauvenargues passé au feu.

Ce qu'on appelle orgueil, ce qui a pu paraître de l'extérieur si excessif, si «théâtral» (revoilà les «masques» et le «personnage») en a-t-on voulu sentir suffisamment le pathétique ? Celui d'un homme réduit à soi-même dans un siècle de basses eaux.

Contraint de trahir la conformité de son temps pour ne point trahir l'exigence qui le portait. Ce fut «l'ambition d'une âme» de ne point se ravalier, ni se restreindre.

La sentence fameuse : «tout homme est le mime de son idéal» est ambiguë. Le mime, en effet, ou l'apprenti ? Dans un climat devenu contraire, quand se défait un certain ordre des esprits et des cœurs, on peut qualifier cela stoïcisme.

Ainsi, l'ardente passion de Montherlant pour la vie, pour toutes les formes de la beauté sensible, avait son ombre inséparable et complémentaire dans «la soif d'un immense retirement». S'il n'était pas chrétien, Montherlant était janséniste. Du lignage de Pascal, bien plus que l'âme moite de tel défunt romancier bénit.

Je songe au masque mortuaire du Clermontois. Un genre de masques, s'il en fallait à tout prix, qui eût convenu à Montherlant. Et rebuté, à merveille, tous ses soi-disant démasqueurs.

Philippe BARTHELET

A l'occasion de ce 10ème anniversaire, paraît dans la collection La Pléiade le deuxième tome des romans de Montherlant. Prix franco 290 F.

Le ton est donné dès la première page où le lecteur se trouve confronté avec le carré magique qui est ici, nous dit l'auteur, «l'espace scénique et romanesque d'un jeu qui a pour but de traverser le monde et d'enfermer la fable dans la perfection de limites cosmiques sûres.»

«A l'aube du roman métaphysique qui, pour le meilleur et pour le pire, va envahir le monde...»

Raymond Abellio

le cavalier bleu

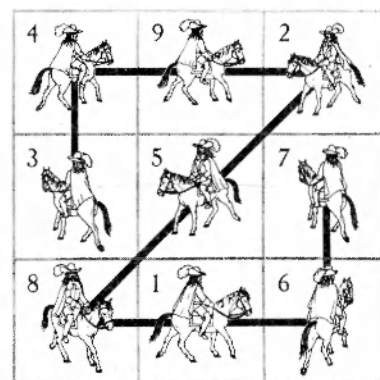
Le voyage du Cavalier Bleu, qui est également celui du lecteur s'il joue le jeu ainsi proposé, va se dérouler à travers les symboles des neufs carrés constituant le carré magique, au-delà des notions d'espace et de temps.

Je dirai pour ma part que ce voyage, cet itinéraire de la Connaissance, se déroule à travers ce que Raymond Abellio a nommé «l'éternel présent». Et, deuxième remarque - ou interrogation -, le parcours en Z du Cavalier Bleu n'est-il pas inscrit dans la spirale du monde qui est aussi celle de chaque existence dans son cheminement invisible ? Cheminement par lequel l'homme tend à se libérer de la pesanteur qui le tire vers le fond dernier de l'être pour s'élever, au-delà du plan symbolisé par l'axe horizontal de la croix, sur l'axe vertical qui représente la montée vers l'esprit originel.

Il faudra un plus grand espace que cet article pour cerner le Cavalier Bleu sur les différents plans constituant la globalité du monde, et notre propre globalité qui me semble être bien définie par Henry Montaignu dans cette formule : «Etre ce qui Est».

Dans l'histoire visible, le Cavalier Bleu, Jean Amadius Phébus d'Auberhodes, né en 1595, vit son terrestre parcours essentiellement sous le règne de Louis XIII. Et Henry Montaignu éclaire très bien cette charnière de notre histoire : la fin définitive de «l'ancienne France» ou plus exactement, selon l'auteur, «l'ultime espace des songes avant l'avènement de la Rhétorique».

Pour conclure, il me semble préférable de laisser une fois encore la parole à l'auteur avec trois courts extraits :



« Cette figure conçue par des fées architectes il y a de cela bien plus longtemps que le déluge, joue à former le nombre quinze quel que soit l'angle de calcul... »

«... Voici le lent rébus ou l'épopée repose, espace de roman voici l'ultime fil. Le Cavalier qui passe ouvre toutes les portes. Au-delà des remous, des ondes et des vents, votre ciel intérieur est ici seul en jeu... »

«... Monsieur le chevalier d'Auberhodes, parti sous le règne de Louis XIII pour le plus long des voyages de tous les voyages, revint un jour et demeura pour la plus longue attente. Et je le vis... »

«... Le Cavalier Bleu n'est qu'un roman provisoire »

Un rêve à maintenir Auberhodes vivant

Lorsque France n'est plus qu'un espace illusoire

Et la quête du Grall, vaine quête de vent...

... Poème filet d'or en attente immobile

Fidèle chant royal encore inachevé.

Scribe d'un fleuve lourd, magique et versatile

J'ai gardé quelques pages en domaine privé...

Pierre LIMOUSI

Henry Montaignu - *Le Cavalier Bleu*. Ed. Denoël. Prix franco : 104.

ACTION ROYALISTE

● MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis, dans les locaux du journal, à 20 h, ont lieu des conférences-débats ouvertes à tous les sympathisants et lecteurs de «Royaliste». A l'issue de ces conférences un repas froid (participation aux frais : 13 F) est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions dans une ambiance amicale. Les lecteurs qui veulent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

Mercredi 20 octobre - ATTENTION - exceptionnellement la séance commencera à 21 heures. Jean-Luc MARION présentera son nouveau livre. «Dieu sans l'être». Jean-Luc Marion, professeur de philosophie à Poitiers, est particulièrement représentatif de la jeune philosophie d'aujourd'hui.

Mercredi 27 octobre - «Nouvelle éthique, nouvelle politique» par Jean-Marie BENOIST. Très engagé dans le camp libéral et giscardien, Jean-Marie Benoist se déclare néanmoins fidèle à une conception monarchique. Cet ancien candidat giscardien contre Marchais, agrégé de philosophie, assistant de Lévy-Strauss, a accepté de venir répondre à nos questions et nos critiques sur ses engagements politiques.

● ETUDIANTS-LYCÉENS

Notre campagne de rentrée, (affiches, tracts, etc.) va porter sur le service national. Afin de mettre sur pied les grands moments de cette campagne nous invitons les militants ou sympathisants qui désirent y participer à venir à la réunion de travail qui se tiendra le samedi 23 octobre (14h30 à 17h30) dans les locaux du journal.

Rappel : les réponses à notre questionnaire de rentrée sont encore trop peu nombreuses. Ne tardez pas nous le renvoyer.

«Royaliste-Université»

Le numéro d'octobre (21) est paru. Dans un souci de bonne gestion et d'économie budgétaire il

Cité

Nous vous annonçons dans le précédent numéro de «Royaliste» que les Clubs Nouvelle Citoyenneté entraient maintenant dans une phase active. C'est donc le moment de lancer la Revue qui aura pour tâche de rendre compte de leurs travaux et de soutenir leur action. Voici donc, après le manifeste des Clubs, le manifeste de la revue «Cité» dont le premier numéro paraîtra au cours du mois d'octobre.

CITÉ. Le titre de notre revue dit bien qu'elle invite ses lecteurs à se poser les questions qui touchent au présent et à l'avenir de notre pays.

Il exprime aussi le souci commun de ses rédacteurs, qui est de proposer une réflexion d'ensemble, par delà les camps idéologiques et politiques, par delà les corporatismes et les égoïsmes partisans qui prétendent imposer leur vues partielles et partiales à l'ensemble de la communauté.

CITÉ sera donc une revue de libre recherche sur la politique, l'économie, la culture dans la société d'aujourd'hui, ébranlée par ses divisions, menacée dans son existence par un impérialisme multiforme, étouffée par la logique froide du capitalisme et de la bureaucratie.

Elle sera aussi le résultat d'un effort collectif. Proche des Clubs pour la NOUVELLE CITOYENNETÉ, lancés en mai 1982 par la Nouvelle Action Royaliste, elle publiera les travaux de ces clubs, qui s'efforcent de poser les conditions d'une reconquête de

leurs pouvoirs par les citoyens, de fixer les étapes possibles d'une telle transformation en profondeur vers une société où chacun aurait la plus grande liberté possible de gestion de ses propres affaires.

CITÉ sera aussi une revue de libre débat, ouverte aux représentants de toutes les familles intellectuelles de notre pays, de toutes ses réalités politiques, dans la mesure où elles recherchent comme nous les conditions du changement social.

Libre recherche, réflexion collective, débat ouvert en permanence, ce sont les trois paris que CITÉ entend gagner, avec le concours de ses lecteurs.

«CITÉ», revue bimestrielle (5 numéros par an); abonnement normal : 60 F - soutien : 100 F - fondateur : 500 F, à l'ordre de F. Aimard, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

La revue «CITÉ» reprend à son compte les abonnements en cours à «Royaliste-Cahiers-Trimestriels», les abonnés aux cahiers sont donc abonnés d'office à «CITÉ».

n'a été envoyé qu'à ceux qui sont à jour de leur abonnement. Si vous ne l'avez pas reçu, vous voyez ce qu'il vous reste à faire : tarif d'abonnement pour 5 numéros 12 F pour étudiants et lycéens, 30 F pour les non-étudiants, les abonnements de soutien à 50 F ne seront pas refusés

(règlement à l'ordre de Royaliste).

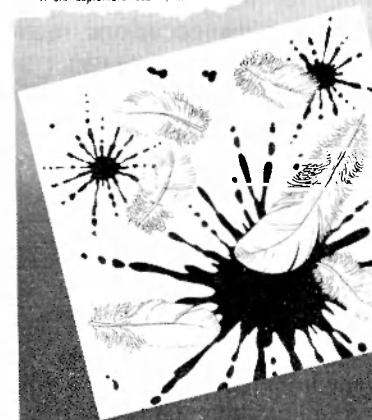
Prochains conseils de rédaction les 16 et 30 octobre à 14h30 dans les locaux du journal. Ces conseils sont ouverts à tous les étudiants qui souhaitent s'associer d'une manière concrète à la réalisation de notre journal.

● «CONNEXION»

Nos amis toulousains viennent de faire paraître le numéro 3-4 de «Connexion». Au menu de ce numéro : de la politique bien sûr, mais aussi des poèmes, de la B.D. et une nouvelle «Les anges ont-ils des ailes ?». Le numéro : 10 F, l'abonnement pour 4 numéros : 40 F à adresser à CONNEXION, BP 312 - 31005 Toulouse Cedex (libellez les chèques au nom de F. Rodriguez).

CONNEXION

N° 3-4 septembre 1982 - prix 10 F



● LYON

Le 5 novembre à 20 h 30, Gérard LECLERC sera à Lyon invité par le cercle Charles Péguy pour une conférence. A l'occasion de ce déplacement il fera, à l'intention des lecteurs de «Royaliste» et des adhérents une réunion d'information à 18 h. Tous renseignements dans le prochain numéro de «Royaliste» ou en écrivant au journal.

● «ENQUETE SUR LE PROCES DU ROI LOUIS XVI»

Ce livre de 700 pages, que nous avons déjà présenté à nos lecteurs (Royaliste 364 et 365) paraîtra le 16 novembre il sera alors vendu 186 F franco. Jusqu'au 30 octobre on peut souscrire au prix de faveur de 162 F franco (à l'ordre de «Royaliste»).

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

ÉDITORIAL

Des patrons mécontents, des professions libérales en colère, un parti socialiste morose, des sondages négatifs : autant d'éléments qui semblent justifier l'opposition, lorsqu'elle annonce l'échec global de la politique de changement. Gardons-nous cependant de voir dans les manifestations corporatives et dans les criailleries de la droite les signes annonciateurs d'une catastrophe inévitable. Trop de passion partisane et trop de hâte revancharde rendent certaines analyses suspectes et font perdre de vue ce qui est essentiel dans l'effort du gouvernement.

Il ne s'agit certes pas de tout approuver dans la politique suivie depuis le 10 Mai. Ici même, nous n'avons cessé de souligner les occasions manquées et de déplorer le temps perdu : une première dévaluation trop timide qui nous a contraint à en accepter une seconde; une absence de protection du marché national qui a rendu la politique de relance partiellement inopérante en favorisant les importations, des nationalisations pas toujours cohérentes dont le coût a été aggravé par une indemnisation beaucoup trop forte; enfin trop de retard dans le déclenchement de la lutte contre les privilèges et dans l'organisation de la stratégie industrielle.

REPARER LES DEGATS

C'est donc à bon droit que l'improvisation et certaines incohérences ont été dénoncées. Mais l'inexpérience des premiers mois n'est plus qu'un mauvais souvenir, alors que le gouvernement continue à supporter l'héritage particulièrement lourd de la gestion giscardienne : le coup d'arrêt à l'investissement, provoqué par le stupide «plan de refroidissement» de juin 1974, le refus de lutter contre l'aggravation du chômage, la baisse de la production industrielle et l'incapacité à juguler l'inflation ont plongé la France dans une situation qui ne pouvait être redressée en un an. Plus fondamentalement encore; l'optique libérale, la conviction mondialiste et la volonté manifestée par le clan Giscard de privilégier le capitalisme financier conduisaient la France au déclin industriel, à l'aliénation de son indépendance économique.

Il est important de rappeler ces données, non pour régler des comptes, mais parce qu'elles expliquent en grande partie les difficultés que nous traversons et qui nous mettent dans une situation très défavorable pour affronter la crise : tout en subissant une concurrence très dure, tout en luttant pour l'innovation, tout en transformant les structures, il faut réparer les dégâts dans l'industrie et soigner une économie rongée depuis longtemps par l'inflation. La véritable ques-

quelle catastrophe ?



par
bertrand
renouvin

tion est donc de savoir si le gouvernement a la volonté et les moyens d'affronter cette tâche immense, et non de s'interroger sur la «pause» ou sur un prétendu «barrisme de gauche». Or, dans trois domaines stratégiques, le gouvernement fait preuve d'une réelle volonté d'assainissement et de développement :

— La politique de blocage des prix et des salaires est une réussite, qui avantage nos produits sur les marchés extérieurs par la réduction du fameux «différentiel d'inflation». Il s'agit maintenant de sortir du blocage dans de bonnes conditions. Or, malgré les pronostics pessimistes de ceux qui avaient raté la sortie du blocage en 1977, il n'est pas impossible que le gouvernement gagne son pari par les accords de régulation des prix, par la limitation des hausses de salaires et surtout grâce à sa décision de mettre fin à l'indexation des salaires sur les prix. En outre, il est important que l'Etat donne l'exemple, en réduisant de 8% le train de vie des administrations, en menant une politique d'assainissement de la Sécurité Sociale et en attaquant de front certains groupes de privilégiés.

Le succès de la lutte contre l'inflation dépendra moins des techniques écono-

miques que de la capacité de l'Etat à résister aux pressions des groupes d'intérêts et des divers corporatismes qui s'agitent dans l'oubli du bien commun. Mais il est dommage que la volonté gouvernementale ne se soit pas manifestée plus tôt, au moment où le consensus national était plus net.

— La lutte contre le chômage donne des résultats positifs, dans la mesure où la progression des demandes d'emploi se ralentit. C'est là un succès par rapport au régime précédent, qui tenait le chômage pour une question secondaire. Il faut cependant souligner que ce tassement ne signifie pas que le problème est effectivement résolu.

UNE STRATÉGIE COHÉRENTE

— La politique industrielle est en train de prendre forme. Il s'agit d'abord de réparer autant que possible des dégâts provoqués par l'incompétence et les gaspillages du capitalisme privé (qui ont provoqué des conséquences dramatiques dans la sidérurgie), par la stratégie de «multinationalisation» des groupes et par les abandons consentis depuis 1974. D'où le rachat de la Compagnie générale des constructions téléphoniques à I.T.T., le rachat de la C.I.I., le programme quinquennal pour l'électronique lancé par J.P. Chevènement, la restructuration de Pechiney de Rhône-Poulenc et de Thomson, et la mise en place de filières pour le bois, le cuir, et la machine-outil. Ainsi s'affirme la volonté de favoriser l'innovation, de ne plus abandonner le marché intérieur aux produits étrangers, et de permettre à la France d'échanger dans de bonnes conditions, en produisant elle-même les biens d'équipement que nous sommes actuellement obligés d'importer. Ainsi se mettent en place les stratégies qui, à terme, permettront de réduire le chômage et le déséquilibre de notre commerce extérieur.

Cette politique de maîtrise de l'économie, de reconquête du marché intérieur, et de développement est la seule possible pour la France. Sa réussite encore incertaine est hautement souhaitable. Car il faut comprendre que son échec ne serait pas celui d'un homme ou d'un camp, mais celui du pays tout entier, puisque nous perdrons toute possibilité de présider à l'évolution technologique, de faire librement nos choix économiques et sociaux et d'orienter notre société comme nous le voulons. Face à cet enjeu, l'opposition systématique de la droite et l'égoïsme de certaines professions - que ne comptent pas parmi les plus déshéritées - est sans excuse.

Bertrand RENOUVIN